



FNEC FP-FO

214 Avenue Félix Faure 69003 LYON

Tel : 06 51 22 50 86 ou 04 72 34 56 09 Fax : 04 72 33 87 18

e-mail : fo.snudi69@gmail.com site : <http://snudifo69.com>

Déclaration liminaire FNEC FP FO CSASD du 31 mars 2026

Ce CSA se déroule alors que les personnels subissent de plein fouet les conséquences du budget Macron-Lecornu, imposé une nouvelle fois par l'utilisation de l'antidémocratique article 49-3.

Rappelons que ce budget, qui fait la part belle à l'industrie d'armement avec 7 milliards d'€ supplémentaires, s'attaque frontalement à la Sécurité sociale, à l'hôpital public et à l'Ecole publique où en particulier 1891 postes d'enseignants sont supprimés dans les écoles publiques.

Le budget de l'armée dépasse désormais celui de l'Éducation nationale : le PLF 2026 prévoit 68,4 milliards pour la Défense contre 64,5 milliards pour l'école.

A ces suppressions de postes se rajoutent nationalement dans le 1^{er} degré 1 000 postes réservés aux PAS, 33 dans notre département, qui entraînent autant de fermetures de classes supplémentaires. Les services du rectorat, en recevant une délégation intersyndicale le 19 mars corroborent les propos du ministre Geffray au Sénat : là où ils ont été mis en place, les PAS ont permis de diminuer les notifications MDPH de 6%.

Cela confirme ce que le SNUDI-FO explique aux personnels : les PAS sont un moyen de casser le thermomètre alors que dans le Rhône, plus de 1 000 élèves sont en attente de place dans un établissement social ou médico-social ou en ULIS, alors que partout les AESH manquent...

Les PAS sont un moyen de remettre encore plus en cause le droit des élèves en situation de handicap de disposer de conditions de scolarisation adaptées à leurs difficultés ; ils sont une nouvelle mesure d'économie sur le dos des plus fragiles.

Pour le SNUDI-FO, la question du respect des notifications MDPH, de la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux, du recrutement d'AESH à hauteur des besoins, de la création d'un statut avec un temps plein de 24h pour les AESH sont des nécessités urgentes pour qu'enfin cesse la maltraitance que subissent en premier lieu les élèves en situation de handicap et par voie de conséquence les personnels ainsi que tous les autres élèves.

Les conséquences des suppressions de postes du budget Macron-Lecornu sont pour le Rhône d'une violence inédite. Après le groupe de travail du 27 novembre on dénombre 269 fermetures pour 73 ouvertures soit 188 classes en moins à la rentrée.

Si ce projet de carte scolaire était validé il signifierait une dégradation sans précédent des conditions de travail des personnels et des conditions de scolarisation des élèves.

Les personnels et les parents d'élèves ne s'y trompent pas et se mobilisent depuis une semaine. Ils sont encore nombreux ce matin devant la DSDEN pour exiger l'annulation des fermetures de classes.

De nombreux titulaires remplaçants sont eux aussi en grève pour réaffirmer leur exigence d'abandon de la fusion des ZBF et des brigades et le maintien du rattachement des remplaçants à une circonscription : nous n'acceptons ni 3 zones ni 4 zones départementales ! Le SNUDI-FO relaie une fois de plus cette revendication.

La seule manière d'améliorer le remplacement des personnels absents est de créer des postes de remplaçants.

Cela permettrait notamment de résoudre le problème de l'école élémentaire Joseph Cornier à Lyon 4^{ème} qui fait face à une situation de carence de remplacement qui devient critique pour les élèves, particulièrement pour une classe de CM2.

- Depuis octobre 2025, aucun remplacement n'a été assuré dans l'école, obligeant à une répartition systématique des élèves qui sature l'ensemble des classes.
- La classe de CM2-J a déjà perdu 3 semaines de cours ces deux derniers mois.
- L'enseignant, Monsieur André, doit s'absenter pour son congé paternité de 3 semaines en juin. Aucun remplaçant n'est à ce jour prévu pour cette période charnière avant l'entrée au collège.

Une pétition des parents a recueilli 345 signatures en 72 heures.

Le SNUDI-FO sera au côté toutes les écoles qui se mobilisent avec les personnels, les parents d'élèves et les élus locaux pour défendre leurs classes, leurs postes, pour défendre l'Ecole publique face à ce gouvernement qui préfère mettre les milliards dans les porte-avions plutôt que dans les écoles et dans l'instruction des élèves.

L'avalanche inédite de fermetures de classes, le mépris des notifications dont bénéficient les élèves en situation de handicap, l'aggravation des conditions de travail des remplaçants nous conduiront à voter contre ce projet destructeur pour l'Ecole publique.